

No. 37199

**Mexico
and
France**

Technical Cooperation Agreement on public security between the Government of the United Mexican States and the Government of the French Republic. Mexico City, 12 November 1998

Entry into force: *20 August 1999 by notification, in accordance with article 9*

Authentic texts: *French and Spanish*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *Mexico, 12 January 2001*

**Mexique
et
France**

Accord de coopération technique en matière de sécurité publique entre le Gouvernement des États-Unis du Mexique et le Gouvernement de la République française. Mexico, 12 novembre 1998

Entrée en vigueur : *20 août 1999 par notification, conformément à l'article 9*

Textes authentiques : *français et espagnol*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *Mexique, 12 janvier 2001*

[FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS]

ACCORD DE COOPÉRATION TECHNIQUE EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ
PUBLIQUE ENTRE LE GOUVERNEMENT DES ÉTATS- UNIS
MEXICAINS ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Le Gouvernement des Etats-Unis Mexicains et le Gouvernement de la République française, ci-dessous dénommés "les Parties",

Soulignant combien il est important de favoriser les conditions légales, institutionnelles, administratives et éthiques aptes à favoriser l'exercice de la mission des agents publics chargés de la sécurité publique, et d'assurer ainsi la protection des personnes et des biens dans un climat propice au développement social;

Considérant que l'information et l'échange d'expériences contribueront à une meilleure efficacité des systèmes de sécurité publique, dès lors que sont appliqués des programmes permanents de professionnalisation, adaptés à la réalité nationale, au profit des agents publics susmentionnés;

Ayant à l'esprit les dispositions de l'accord de coopération technique et scientifique entre le ministère de l'intérieur de la République française et le ministère de l'intérieur des Etats-Unis Mexicains concernant la modernisation des services de sécurité publique et de protection civile, signé à Mexico le 29 mars 1990;

Prenant en compte la déclaration conjointe franco-mexicaine sur le renforcement de l'Etat de droit, signée à Paris le 6 octobre 1997;

Sont convenus de ce qui suit:

Article 1

Le présent accord a pour objet de mettre en place les bases sur lesquelles les parties développent des actions de coopération pour la formation et la professionnalisation des agents publics chargés de fonctions de prévention et de poursuite des crimes et délits, de rendre la justice ou d'assurer la réadaptation sociale, ci-après dénommés "personnel de sécurité publique", et qui constituent le système national de sécurité publique au Mexique.

Article 2

Le Gouvernement français apporte son soutien au Gouvernement mexicain sur les points suivants:

a) Il fournit des conseils pour élaborer des programmes de formation, de professionnalisation, d'actualisation et de spécialisation du personnel de sécurité publique mentionné à l'article précédent, ainsi que des cours destinés à optimiser leur capacité d'action et de réponse dans les fonctions qui sont les leurs;

b) Il établit des programmes pour former le personnel de sécurité publique susmentionné, y compris au maniement du matériel et des équipements électroniques de télécommu-

nication et de police technique et scientifique, de même qu'à l'accès et l'utilisation, le cas échéant, des signaux de satellite;

c) Il fournit l'équipement, la technologie et la formation périodique du personnel de sécurité publique conformément aux conditions et dans les termes qui auront été arrêtés le cas échéant par les deux parties dans des projets spécifiques;

d) Il met en place, à l'intention des personnels les plus méritants, des cours ou des programmes de formation et de spécialisation organisés en France,

e) Il fournit le matériel et l'équipement nécessaires pour être utilisés et maniés par le personnel en formation, conformément aux directives arrêtées à cet effet par les deux parties.

Les actions prévues par le présent accord sont réalisées dans la limite des disponibilités budgétaires de chacune des parties.

Article 3

Le Gouvernement des Etats-Unis Mexicains se charge des actions suivantes:

a) Il partage éventuellement, selon ce que conviennent les Parties au cas par cas, les frais de transport de la France vers le Mexique et les frais de séjour des experts français chargés des actions de formation et de spécialisation du personnel de sécurité publique mexicain;

b) Il sélectionne le personnel à former, dont le profil est déterminé par les parties d'un commun accord;

c) Il assume les dépenses du personnel mexicain à former, aussi bien dans le pays qu'à l'étranger, ainsi que le coût du matériel pédagogique d'appui, y compris la traduction le cas échéant;

d) Il veille à ce que le personnel sélectionné et formé soit employé dans des fonctions qui correspondent à sa spécialisation.

Article 4

Les actions visées aux articles 2 et 3 doivent être formalisées dans des projets spécifiques de coopération comportant les indications suivantes:

a) Justification;

b) Objectif général;

c) Objectifs spécifiques;

d) Description détaillée du projet et de ses principaux axes;

e) Chronogramme du projet,

f) Résultats attendus du projet et indicateurs d'évaluation;

g) Budget du projet détaillé par chapitre de dépenses et par mois;

h) Affectation de ressources matérielles, humaines et financières.

Article 5

1. Les parties se font connaître mutuellement par la voie diplomatique les services désignés pour la coordination et la mise en oeuvre des activités qui résultent du présent accord.

2. Les échanges et la coopération entre les administrations et organismes français et mexicains qui résultent du présent accord sont effectués par l'intermédiaire des coordinateurs désignés conformément aux dispositions du paragraphe précédent.

Article 6

Afin de faciliter et de garantir le déroulement des activités et des programmes qui résultent du présent accord, les parties mettent en place les mécanismes bilatéraux d'évaluation et de suivi qu'elles estiment pertinents.

Article 7

Les personnels désignés par chacune des parties demeurent sous la dépendance de l'institution à laquelle ils appartiennent et restent sous sa direction et sa tutelle, de telle sorte qu'aucune relation contractuelle n'est établie avec l'autre partie qui, en aucun cas, ne peut être considérée comme un employeur de substitution.

Article 8

Les différends pouvant surgir à l'occasion de l'interprétation ou de l'application du présent accord sont réglés d'un commun accord par les Parties.

Article 9

Le présent accord entrera en vigueur, et ce pour une durée indéterminée, à la date à laquelle les parties se communiquent, par la voie diplomatique, l'accomplissement de leurs procédures internes respectives.

Le présent accord pourra être modifié par écrit, par consentement mutuel des parties. Les modifications ainsi décidées entreront en vigueur une fois accomplies les procédures établies à l'alinéa précédent.

Chacune des parties pourra, à tout moment, mettre fin au présent accord par notification écrite à l'autre partie par la voie diplomatique, avec un préavis de quatre-vingt dix jours.

La dénonciation du présent accord n'affectera pas la bonne fin des projets décidés pendant sa durée de validité, à moins que les parties ne décident ensemble du contraire.

Fait à Mexico le douze novembre mil neuf cent quatre-vingt dix-huit, en deux exemplaires originaux chacun en langues espagnole et française, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement des Etats-Unis Mexicains:

FRANCISCO LABASTIDA OCHOA
Ministre de l'intérieur

Pour le Gouvernement de la République française:

HUBERT VÉDRINE
Ministre des Affaires Etrangères

[SPANISH TEXT — TEXTE ESPAGNOL]

**ACUERDO DE COOPERACION TECNICA EN MATERIA DE SEGURIDAD PUBLICA
ENTRE EL GOBIERNO DE LOS ESTADOS UNIDOS MEXICANOS Y EL GOBIERNO
DE LA REPUBLICA FRANCESA**

El Gobierno de los Estados Unidos Mexicanos y el Gobierno de la República Francesa, en adelante denominados "las Partes";

DESTACANDO la importancia de favorecer las condiciones legales, institucionales, administrativas y éticas necesarias para favorecer el correcto desempeño de la función de los servidores públicos responsables de la seguridad pública, que aseguren a los individuos la debida protección de su integridad física y patrimonial y un ambiente propicio para su desarrollo;

CONSIDERANDO que la información y el intercambio de experiencias incidirán en una mayor eficiencia de los sistemas de seguridad pública, en la medida que se apliquen programas de profesionalización permanentes a dichos servidores públicos, adaptados a la realidad nacional;

TENIENDO PRESENTES las disposiciones del Convenio de Cooperación Técnica y Científica entre la Secretaría de Gobernación de los Estados Unidos Mexicanos y el Ministerio del Interior de la República Francesa relativo a la Modernización de los Servicios de Seguridad Pública y Protección Civil, suscrito en la Ciudad de México, el 29 de marzo de 1990;

TOMANDO EN CUENTA la Declaración Conjunta México-Francia para el Fortalecimiento del Estado de Derecho, emitida en la ciudad de París, el 6 de octubre de 1997,

Han acordado lo siguiente:

ARTICULO 1

El objetivo del presente Acuerdo es establecer las bases o través de las cuales las Partes desarrollarán acciones de cooperación para la capacitación y profesionalización de los servidores públicos responsables de ejercer funciones de prevención y persecución del delito, así como de la administración de justicia y readaptación social, en adelante "personal de seguridad pública", que integran el Sistema Nacional de Seguridad Pública en México.

ARTICULO 2

El Gobierno francés brindará apoyo al Gobierno de México en los siguientes aspectos:

- a) otorgará asesoría para la elaboración de programas de formación, profesionalización, actualización y especialización del personal de seguridad pública, precisado en el artículo anterior y de cursos enfocados a optimizar su capacidad de acción y respuesta en las funciones a su cargo;
- b) establecerá programas para capacitar al mencionado personal de seguridad pública, incluyendo el manejo de material y equipo electrónico de telecomunicación y de policía técnica y científica, así como acceso y utilización, en su caso, de señales de satélite;
- c) proveerá de equipo, tecnología y adiestramiento periódico al personal de seguridad pública conforme a las condiciones y términos que, en su caso, a través de proyectos específicos acuerden ambas Partes;
- d) creará cursos o programas de capacitación y especialización, aplicables al personal sobresaliente, a impartirse en Francia;

- e) facilitará el material y equipo que se considere necesario para que el personal capacitado lo utilice y opere conforme a las directrices que al efecto se establezcan por ambas Partes.

Las acciones previstas por el presente Acuerdo se realizarán dentro de los límites presupuestales de cada una de las Partes.

ARTICULO 3

El Gobierno de los Estados Unidos Mexicanos, llevará a cabo las siguientes acciones:

- a) compartirá eventualmente, según lo acuerden ambas Partes, caso por caso, los gastos por concepto de transporte de Francia a México y de la estadia de los expertos franceses encargados de las acciones de formación y de especialización del personal de seguridad pública mexicano;
- b) seleccionará al personal que será capacitado, con los perfiles que determinen las Partes de común acuerdo;
- c) sufragará los gastos del personal mexicano a capacitarse, tanto en el país como en el extranjero; y del material pedagógico de apoyo, incluyendo la traducción, en su caso;
- d) proveerá lo conducente a efecto de que el personal capacitado que resulte seleccionado, sea comisionada en funciones propias de su especialización.

ARTICULO 4

Las acciones a que se refieren los Artículos 2 y 3 deberán ser formalizadas en proyectos específicos de cooperación, que incorporarán los siguientes aspectos:

- a) justificación;
- b) objetivo general;
- c) objetivos específicos;
- d) descripción detallada del proyecto, desglosando sus actividades principales;
- e) cronograma del proyecto;
- f) resultados esperados del proyecto e indicadores de evaluación;
- g) presupuesto del proyecto, discriminado por capítulos de gasto y por mes;
- h) asignación de recursos materiales, humanos y financieros.

ARTICULO 5

1. Las Partes se comunicarán, a través de la vía diplomática, la entidad que designe cada una para la coordinación y ejecución de las actividades derivadas del presente Acuerdo.

2. El intercambio y cooperación de organismos y dependencias de México y de Francia, derivado del presente Acuerdo, será realizado a través de los coordinadores que sean señalados de conformidad con lo dispuesto, en el párrafo precedente.

ARTICULO 6

Con objeto de agilizar y garantizar el desarrollo de las actividades y programas que se deriven del presente Acuerdo, las Partes instrumentarán los mecanismos bilaterales de evaluación y seguimiento que estimen pertinentes.

ARTICULO 7

El personal comisionado por cada una de las Partes mantendrá su relación laboral con la institución a la que pertenezca y continuará bajo su dirección y dependencia, por lo que no se crearán relaciones de carácter laboral con la otra Parte, a la que en ningún caso se considerará como patrón sustituto.

ARTICULO 8

Las diferencias que pudieran surgir de la interpretación o aplicación de este Instrumento, serán resueltas de común acuerdo por las Partes.

ARTICULO 9

El presente Acuerdo entrará en vigor en la fecha en que las Partes se comuniquen, a través de la vía diplomática, el cumplimiento de sus respectivos procedimientos internos y tendrá una duración indefinida.

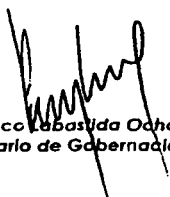
El presente Acuerdo podrá ser modificado por escrito, por mutuo consentimiento de las Partes, y las modificaciones así acordadas entrarán en vigor al cumplir los requisitos establecidos en el párrafo precedente.

Cualquiera de las Partes podrá, en todo momento, dar por terminado el presente Acuerdo mediante comunicación escrita, dirigida a la otra Parte, a través de la vía diplomática, con noventa días de antelación.

La terminación del presente Acuerdo no afectará la conclusión de los proyectos que hayan sido acordados durante su vigencia, a menos que las Partes acuerden lo contrario.

Hecho en la Ciudad de México, el doce de noviembre de mil novecientos noventa y ocho, en dos ejemplares originales en los idiomas español y francés, siendo ambos textos igualmente auténticos.

**POR EL GOBIERNO DE LOS
ESTADOS UNIDOS MEXICANOS**



**Francisco Abastida Ochoa
Secretario de Gobernación**

**POR EL GOBIERNO DE LA
REPÚBLICA FRANCESA**



**Hubert Védrine
Ministro de Asuntos Extranjeros**

[TRANSLATION - TRADUCTION]

TECHNICAL COOPERATION AGREEMENT ON PUBLIC SECURITY
BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE UNITED MEXICAN STATES
AND THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC

The Government of the United Mexican States and the Government of the French Republic, hereinafter referred to as "the Parties",

Emphasizing the importance of promoting the legal, institutional, administrative and ethical conditions conducive to the exercise of their functions by public officials responsible for public security and of thereby assuring the protection of persons and property in a climate favourable to social development,

Considering that information and the exchange of experience will contribute to more efficient public security systems when permanent professionalization programmes, adapted to the national circumstances, are implemented for the benefit of the aforementioned public officials,

Bearing in mind the provisions of the agreement on technical and scientific cooperation between the Minister of the Interior of the French Republic and the Minister of the Interior of the United Mexican States concerning the modernization of the public security and civil protection services, signed at Mexico City on 29 March 1990,

Taking into account the joint Franco-Mexican statement on the strengthening of the rule of law, signed in Paris on 6 October 1997,

Have agreed as follows:

Article 1

The purpose of this Agreement is to establish the bases on which the Parties shall develop cooperation activities in respect of the training and professionalization of public officials responsible for carrying out functions related to the prevention and prosecution of crimes and offences, the administration of justice, or social rehabilitation, hereinafter referred to as "public security personnel", who constitute the national public security system in Mexico.

Article 2

The French Government shall provide support to the Mexican Government on the following points:

(a) It shall provide advice in the formulation of programmes for the training, professionalization, updating and specialization of the public security personnel referred to in the preceding article, and of courses designed to optimize their capacity for action and response in the performance of their functions;

(b) It shall establish programmes to train the aforementioned public security personnel in such areas as the handling of electronic telecommunication and technical and scien-

tific police materials and equipment and access to the utilization, when necessary, of satellite signals;

(c) It shall provide equipment, technology and the periodical training of public security personnel in accordance with and on the conditions established, when necessary, by the two Parties with regard to specific projects;

(d) It shall establish training and specialization programmes organized in France for the most outstanding officials;

(e) It shall provide the necessary materials and equipment to be utilized and handled by the personnel in training in accordance with the directives drawn up to that effect by the two Parties.

The activities covered by this Agreement shall be carried out within the limits of the funds available to each of the Parties.

Article 3

The Government of the United Mexican States shall be responsible for the following activities:

(a) If need be, it shall, as agreed by the Parties on a case-by-case basis, share the costs of transport from France to Mexico and the subsistence expenses of the French experts responsible for the training and specialization activities for the Mexican public security personnel;

(b) It shall select the personnel to be trained, according to the profile determined by the Parties by mutual agreement;

(c) It shall be responsible for the expenses of the Mexican personnel to be trained, both within the country and abroad, as well as the costs of the teaching support material, including translation when necessary;

(d) It shall ensure that the personnel selected and trained are employed in functions corresponding to their specialization.

Article 4

The activities referred to in articles 2 and 3 shall be formalized in specific cooperation projects which shall include the following information:

- (a) Justification;
- (b) General objective;
- (c) Specific objectives;
- (d) Detailed description of the project and its principal activities;
- (e) Chronology of the project;
- (f) Expected results of the project and evaluation indicators;
- (g) Budget of the project broken down by expenditure section and by month;
- (h) Allocation of material, human and financial resources.

Article 5

1. The Parties shall inform each other, through the diplomatic channel, of the entities designated to coordinate and implement the activities resulting from this Agreement.

2. The exchanges and cooperation between the French and Mexican administrations and agencies resulting from this Agreement shall be effected through coordinators designated in accordance with the provisions of the preceding paragraph.

Article 6

In order to facilitate and guarantee the conduct of the activities and programmes resulting from this Agreement, the Parties shall establish the bilateral evaluation and monitoring mechanisms which they deem relevant.

Article 7

The personnel designated by each of the Parties shall remain in a working relationship with the institution to which they belong and shall remain under its direction and supervision so that no contractual relationship shall be established with the other Party, which in no case may be considered as a substitute employer.

Article 8

Any disputes which may arise with regard to the interpretation or implementation of this Agreement shall be settled by mutual agreement between the Parties.

Article 9

This Agreement shall enter into force on the date on which the Parties inform each other, through the diplomatic channel, that they have completed their respective internal procedures. It shall remain in force for an indefinite period.

This Agreement may be amended in writing, by mutual agreement between the Parties. The amendments thus agreed upon shall enter into force once the procedures referred to in the preceding paragraph have been completed.

Each Party may, at any time, terminate this Agreement by notifying the other Party in writing, through the diplomatic channel, giving 90 days' advance notice.

The termination of this Agreement shall not affect the completion of the projects agreed upon while it was in force, unless the Parties decide otherwise.

Done at Mexico City, on 12 November 1998, in duplicate, in the Spanish and French languages, both texts being equally authentic.

For the Government of the United Mexican States:

FRANCISCO LABASTIDA OCHOA
Minister of the Interior

For the Government of the French Republic:

HUBERT VÉDRINE
Minister for Foreign Affairs

